

Comité technique d'établissement

Réunion du 8 février 2019

Délégation de pouvoirs en faveur du directeur général du Cerema en matière de gestion du personnel placé sous son autorité

Note de présentation

Point pour avis

Les conditions et limites des délégations de pouvoirs accordées par les MTES/MCTRCT¹ au directeur général du Cerema en matière de recrutement et de gestion du personnel sont réglementées par le décret du 8 janvier 2014 et les arrêtés du 11 janvier 2014².

Sont présentés pour avis, les projets de modifications de ces textes proposés par les MTES/MCTRCT (passage en CTM prévu en février 2019) permettant d'homogénéiser les délégations avec celles en place notamment au niveau interministériel en région (cf : arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat) d'une part, et afin de tenir compte des évolutions survenues depuis 2013, d'autre part.

Le projet de décret modifiant le décret n° 2014-15 du 8 janvier 2014 supprime l'impossibilité pour les ministres chargés du développement durable et de l'urbanisme de déléguer leurs pouvoirs pour certains actes de gestion des personnels affectés au Cerema.

En cohérence avec ce projet de modification du décret, les projets de modification des deux arrêtés du 11 janvier 2014 permettent de mettre à jour les délégations de pouvoirs pour les fonctionnaires titulaires, les contractuels et les stagiaires affectés au Cerema.

Voici une synthèse des mises à jour apportées :

- **La liste des corps de fonctionnaires et des emplois fonctionnels** (Annexe I, A. de l'arrêté du 11 janvier 2014 portant sur tous les corps) a été mise à jour et intègre désormais notamment :
 - Les administrateurs civils ;
 - Les chargés de recherche du développement durable
 - (...)

Par ailleurs, les inspecteurs des affaires maritimes et les conseillers des affaires maritimes ne font plus partie de cette liste en application des décrets n° 2018-282 et 2018-283 du 18 avril 2018 (les premiers ont été intégrés depuis le 1^{er} janvier 2017 soit dans le corps des attachés d'administration de l'Etat, soit dans le corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, les seconds sont détachés depuis le 1^{er} janvier 2017 soit dans l'emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'écologie et de l'aménagement durable (CAEDAD), soit dans l'emploi d'ingénieur en chef des travaux publics de l'État).

1 - Décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité / arrêté du 20 novembre 2013 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité

2 - Décret n° 2014-15 du 8 janvier 2014 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement et de gestion des agents relevant du ministre chargé du développement durable affectés au CEREMA / Arrêté du 11 janvier 2014 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des agents relevant du ministre chargé du développement durable affectés au CEREMA / Arrêté du 11 janvier 2014 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de recrutement et de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat affecté au CEREMA.

- **Les décisions de gestion concernant les fonctionnaires et les stagiaires y compris les AA AE** ont fait l'objet d'un remaniement.

Font désormais partie de la liste des décisions de gestion déléguées concernant les fonctionnaires (Annexe I, B devenue Annexe II) notamment :

- Le congé d'accueil de l'enfant ;
- Le congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- **Le congé parental** (pour fonctionnaires titulaires et les stagiaires)
- Les congés de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, des responsables associatifs bénévoles, des titulaires de mandats mutualistes autres qu'administrateurs et des membres de conseils citoyens (article 10 de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté).
- **Les disponibilités de droit et d'office**
- Les autorisations de l'exercice des fonctions en télétravail ;
- L'établissement et signature des cartes d'identités de fonctionnaires et des cartes professionnelles ;

Font l'objet d'une actualisation rédactionnelle :

- Ajustement de la rédaction s'agissant des congés pour participation aux actions associatives afin d'aligner l'écriture sur celle de l'arrêté de 2016 ;
- Précision des cas de représentation d'une association ou d'une mutuelle au titre du 10° de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 ;
- Reprise de l'écriture de l'arrêté de 2016 sur les congés pour raisons de santé, personnelles ou familiales s'agissant des fonctionnaires stagiaires ;
- Reprise de l'écriture de l'arrêté de 2016 pour les actes relatifs à l'accomplissement par les fonctionnaires titulaires et stagiaires de certaines obligations militaires ;
- Remplacement du droit individuel à la formation (DIF) par le compte personnel de formation (CPF) suite à l'abrogation du premier au profit du second en 2017 ;
- Reprise de la rédaction de l'arrêté de 2016 sur l'imputabilité en cas d'accident de service ;
- Actualisation des références sur le cumul d'activités avec une activité accessoire ;
- Ajustement de la rédaction sur les sanctions du 1^{er} groupe et décision de suspension en cas de faute grave à l'exclusion des corps des administrateurs civils de champs d'application de la délégation ;
- Remplacement du congé pour accident de service et maladie professionnelle par le congé pour invalidité temporaire imputable au service (Citis).

- **Les décisions de gestion concernant les agents contractuels de droit public employés à durée indéterminée** ont fait l'objet d'un remaniement.

Font désormais partie de la liste des décisions de gestion déléguées concernant les contractuels (Annexe III) :

- Le congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- **Le congé maladie ;**
- **Le congé de grave maladie ;**
- **Le congé d'accueil de l'enfant ;**
- **Les congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévus au titre V du décret du 17 janvier 1986 ;**
- Le congé pour validation des acquis de l'expérience ;
- Le congé pour bilan de compétence ;
- Le congé pour l'accomplissement de périodes de service militaires, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, de périodes d'activité dans la réserve de sécurité civile, de périodes d'activité dans la réserve sanitaire et de périodes d'activités dans la réserve civile de la police nationale ;
- Les autorisations de l'exercice des fonctions en télétravail ;

- **Les autorisations à exercer des fonctions à temps partiel, y compris pour raison thérapeutique, et de retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;**
- Le réemploi, après les congés mentionnés aux 1° à 13° (de l'arrêté modifié), dans les mêmes services, sans changement de département.

Au même titre que les agents titulaires et stagiaires, certaines dispositions ont fait l'objet d'un ajustement rédactionnel :

- Rédaction plus large s'agissant du congé de représentation (article 11 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986) ;
 - Remplacement du droit individuel à la formation (DIF) par le compte personnel de formation (CPF) suite à l'abrogation du premier au profit du second en 2017
 - Actualisation des références sur le cumul d'activités avec une activité accessoire
 - Reprise de la rédaction de l'arrêté de 2016 sur la reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents du travail ;
- **Les décisions de recrutement et de gestion déléguées concernant les AAAE à titre exclusif** ont fait l'objet d'un remaniement.

Font désormais partie de la liste des décisions de gestion déléguées :

- Le recrutement de travailleurs handicapés en application du décret n° 95-979 du 25 août 1995
- Le détachement par nécessité de service.